

La Méditerranée de Sarkozy

Le rapport à Méditerranée s'est voulu une préoccupation diplomatique majeure et personnelle de Sarkozy, à tel point qu'on peut légitimement parler de politique méditerranéenne de Sarkozy. Toutefois, quand on entreprend de dresser le bilan de cette politique, on ne trouve pas de lien évident entre le début et à la fin du quinquennat, entre l'initiative méditerranéenne de 2007, qui débouche en 2008 sur la création de l'Union pour la Méditerranée, et les réponses à chaud apportées en 2011 par la diplomatie française au « printemps arabe ». Entre les deux, une longue phase d'enlisement des projets portés par la France aura réduit à leur plus simple expression les relations euro-méditerranéennes.

Malgré les logiques différentes qui semblent animer ces séquences bien différentes, on peut tenter de dégager leurs points communs, pour tirer les enseignements que leur rapprochement apporte sur les continuités et les changements qui ont affecté sous la présidence de Sarkozy la politique méditerranéenne de la France, et avec elle la politique méditerranéenne de l'Europe.

L'initiative méditerranéenne de 2007

Le 7 février 2007 à Toulon, en pleine campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy présente, devant un public de rapatriés, son projet d'Union méditerranéenne, appelé, selon lui, à devenir le dessein majeur de la diplomatie française sous son quinquennat. Le but affiché est de rénover radicalement les relations entre l'Europe et son sud tout en valorisant la politique méditerranéenne de la France.

Même si la campagne de Nicolas Sarkozy avait cultivé l'idée de rupture, le discours de Toulon prend en réalité la suite d'une série d'initiatives visant à sortir le processus de Barcelone de son engourdissement progressif, mis en évidence par l'échec, en 2005, du Sommet pour le Xème anniversaire de la Déclaration de Barcelone. Chez les acteurs de la politique méditerranéenne de l'Europe – particulièrement en France – l'espoir que ce processus pouvait être refondé s'était éloigné, et on avait commencé à rechercher dans d'autres directions les moyens de dépasser les dysfonctionnements du partenariat euro-méditerranéen. Depuis 2001, les pays européens riverains de la Méditerranée occidentale avaient réactivé le dialogue 5+5 en faisant valoir les complémentarités économiques et culturelles propres à cette sous-région épargnée par les conflits du Moyen-Orient¹. En veillant à ce que ce dialogue n'entre pas directement en concurrence avec le processus de Barcelone, ils s'étaient flattés d'avoir réussi à tenir un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Tunis en décembre 2003, et d'avoir fait avancer la coopération dans des domaines – tel la défense - où Barcelone n'avait pas réussi à percer.

D'autres réponses aux défaillances de Barcelone avaient été avancées en France à la fin de la présidence de Jacques Chirac : notamment, on avait assisté à une « relance » sans lendemain du dialogue euro-arabe (avril 2006), puis à une brève tentative de renforcer le partenariat franco-maghrébin (mars 2007). Bien que désordonnée, cette stratégie soulignait le tropisme méditerranéen persistant de la diplomatie française, une préoccupation relayée davantage à droite qu'à gauche pendant la campagne présidentielle, la candidate socialiste ayant observé sur le sujet un silence

¹ Cf. "5 + 5". L'ambition d'une association renforcée », sous la direction de Jean-Marie Chevalier et Olivier Pastré, avec Patrick Artus, Jean-Paul Betbèze, Elie Cohen, Christian de Boissieu, Michel Didier, Pierre Jacquet, Jean-Hervé Lorenzi, Charles-Albert Michalet, Daniel Vitry, *Les Cahiers du Cercle des économistes*, n° 4, décembre 2003.

prudent malgré les prises de position de D. Srauss-Kahn en faveur d'un élargissement de l'Europe à la Méditerranée.

A partir du discours de Toulon, le projet d'« Union méditerranéenne » domine le débat. L'argumentaire mis au point par Henri Guaino, conseiller spécial du président et ancien commissaire au Plan, emprunte à Braudel, Valéry, Camus... Considérant que « l'avenir de l'Europe se joue en Méditerranée », il développe la vision d'une Union méditerranéenne à construire « sur le modèle de l'Union européenne ». Mais on comprend vite qu'une raison majeure de la création de ce nouvel ensemble est la nécessité de donner à la Turquie, dont Sarkozy ne veut pas en Europe, sa place dans les équilibres régionaux. De même, la générosité du propos se nuance dès qu'on arrive aux objectifs du projet : l'Union méditerranéenne aurait quatre priorités : contrôler et gérer les flux migratoires, défendre l'environnement, favoriser le co-développement, et enfin lutter contre la corruption, le crime organisé et le terrorisme. Au total, les préoccupations sécuritaires dominent.

Dans ses finalités et ses ambiguïtés, l'idée d'Union méditerranéenne fait écho à celle de « communauté méditerranéenne » que des experts proches de la gauche entendaient promouvoir : il s'agit d'installer sur les marches méridionales de l'Europe un sous-régionalisme bienveillant et pacifique, relayant le projet européen sans avoir l'étendue de ses compétences ni entrer en concurrence avec lui. La nécessité de construire « une zone de paix, de sécurité et de prospérité partagée entre les peuples de la Méditerranée » avait été rappelée également, à droite, par Michel Barnier, ministre des Affaires étrangères, proche de Chirac, en mai 2005². Il y a donc à l'époque un relatif consensus politique en France sur ce thème. Par ailleurs, le concept d'Union méditerranéenne semble s'inspirer, en les élargissant, d'expériences plus modestes d'organisation des relations entre riverains du nord et du sud de la Méditerranée : le dialogue 5+5 et le Forum méditerranéen à 11, dit aussi « Forum franco-égyptien »³. On parlait alors de les fondre dans un « 6 + 6 » étendu à la Grèce et l'Égypte. Compatible avec les règles européennes, cette « coopération renforcée » aux frontières de l'Europe aurait sans doute pu être avalisée sans heurt par les partenaires européens de la France, si l'initiative méditerranéenne de Sarkozy avait été conduite de façon moins ostentatoire.

Au contraire, dès le soir de sa victoire électorale en mai 2007, le nouveau Président lance un appel solennel aux pays d'outre-Méditerranée pour les presser d'adhérer à son projet d'Union méditerranéenne. Il affirme que celui-ci se veut à la fois une « nouvelle figure de la politique arabe de la France » et une vision innovante d'organisation de l'espace méditerranéen. Dès juillet 2007, il se rend au Maghreb pour promouvoir son projet. Mais l'accueil se révèle plutôt décevant ou ambigu. Du côté européen, l'Italie et l'Espagne manifestent pour le projet un intérêt poli, mais l'irritation d'autres partenaires européens dont l'Allemagne ne tarde pas à percer. Leurs réticences expliquent les correctifs successifs qui seront apportés au projet d'Union méditerranéenne dans le discours du président aux ambassadeurs de France le 27 août, puis dans son discours de Tanger en novembre et enfin lors des entretiens de Rome fin décembre avec ses homologues italien et espagnol, avant un ultime compromis franco-allemand qui sera avalisé en mars 2008 par le Conseil européen..

Le discours aux Ambassadeurs infléchit légèrement la position de Nicolas Sarkozy sur l'adhésion de la Turquie : sans la refuser totalement, il la conditionne à une réflexion communautaire sur les limites de l'Europe. Par ailleurs, il introduit dans son projet un nouveau pilier consacré au « dialogue des cultures ». Pour relever le « défi » que constitue la « confrontation entre l'Islam et l'Occident », il faut selon lui les rapprocher dans l'Union méditerranéenne, mais aussi aider les « pays musulmans » à accéder à l'électricité nucléaire, évidemment avec l'aide de la France. Dans le même temps, Sarkozy réaffirme son soutien à la sécurité d'Israël. Tout ceci ne suffit pas à lever les

² Entretien donné au journal algérien *El Watan* le 8 mai 2005.

³ Cf. Hayète Cherigui : « La politique méditerranéenne de la France : un instrument de leadership dans l'espace régional », in *Politiques méditerranéennes entre logiques étatiques et espace civil* (dir. J.R. Henry et G. Groc), Karthala, 2000.

réticences des partenaires européens. Madame Merkel regrette publiquement l'émergence d'un projet concurrent du projet européen, et n'accepte pas que l'Allemagne soit évincée de la scène méditerranéenne. Madrid plaide de son côté pour un « Barcelone plus ».

Sarkozy tient compte partiellement des objections dans son discours de Tanger le 23 octobre. Il insiste désormais sur l'aspect pragmatique du projet, qui doit être une « Union de projets », souplesment agencée et finalisée sur le co-développement. Il admet que la Commission européenne doit être pleinement associée à l'UM, mais n'offre qu'un statut d'observateur aux pays européens non riverains.

Le 20 décembre 2007, quelques jours après l'extravagante visite d'Etat du colonel Kadhafi à Paris, un sommet réunit à Rome les dirigeants français, italiens et espagnols dans le but de concilier le projet français avec les contraintes européennes. Il adopte un « Appel de Rome pour la Méditerranée », qui affirme que « l'Union pour la Méditerranée aura pour vocation de réunir l'Europe et l'Afrique autour des pays riverains de la Méditerranée ». Proposée par les Espagnols, cette formule ambiguë d'Union pour la Méditerranée fera finalement consensus lors du Conseil européen des 13 et 14 mars 2008. L'idée d'Union méditerranéenne a dès lors vécu, elle est réintégré dans le processus euro-méditerranéen. Le seul élément politique qui subsiste du projet d'Union de la Méditerranée est la coprésidence de la nouvelle Union, attribuée à deux pays riverains du nord et du sud.

Mais la diplomatie sarkozienne n'a pas dit son dernier mot. Elle compte sur la présidence française de l'Europe pour interpréter et finaliser à son avantage le dispositif encore impressionniste de l'Union pour la Méditerranée. La réunion solennelle du Sommet sur la Méditerranée, organisé le 13 juillet 2008 à Paris, à la veille de la fête nationale, est une manifestation beaucoup plus française qu'européenne. L'invitation controversée du président syrien à ces fêtes est perçue comme l'affirmation d'une volonté d'autonomie par rapport aux attentes et valeurs européennes. Ce volontarisme français est confirmé quelques mois plus tard à Marseille lors de la Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires étrangères, les 3 et 4 novembre 2008. La diplomatie française y déploie beaucoup d'efforts pour faire cohabiter arabes et israéliens dans l'UPM et pour réintroduire la Ligue arabe dans le dispositif euro-méditerranéen. La France obtient avec l'Egypte la coprésidence de l'UPM mais pas le siège du secrétariat général de l'UPM, fixé à Barcelone. Toutefois, son principal échec a été de n'avoir pas su prévenir l'affaire de Gaza, qui plongera quelques semaines plus tard la nouvelle institution dans un profond coma, avant même qu'elle ait fait ses premiers pas. Tout laisse penser que le président français a été informé en décembre 2008 à Paris par la ministre israélienne des Affaires étrangères de l'imminence de l'offensive militaire. C'est donc à juste titre qu'il a été soupçonné, ainsi que d'autres responsables européens, de duplicité en faveur d'Israël dans cette affaire. Ce n'était peut-être que le masque d'une incapacité des Européens à se confronter au problème israélo-palestinien.

Au niveau national comme au niveau euro-méditerranéen, le bilan de cette première phase de la politique méditerranéenne de Sarkozy, en 2007-2008, s'avère donc négatif et même désastreux. La grande « ambition méditerranéenne » n'a débouché que sur un résultat dérisoire : le « gel » global du partenariat. Même le repli du schéma politique sur des « projets » concrets (hydraulique, transports, énergie, éducation...) ne fonctionne pas vraiment. Il est vrai que la façon dont l'opération a été menée justifie les critiques. Trop d'incohérences, d'improvisations et d'effets d'annonce ont disqualifié l'initiative française, nui à l'image extérieure du pays et suscité en France la réserve des milieux diplomatiques tenus à l'écart par l'Elysée⁴. Les acteurs français de l'opération, à commencer par le président, ont été prisonniers d'une formule hâtivement pensée, sans prise en compte des contradictions. La première a été d'opposer espace méditerranéen à espace européen, alors qu'il s'agissait au contraire de mieux penser leur intersection ; on était surpris d'entendre la France revendiquer une double appartenance européenne et méditerranéenne, qu'elle refusait à la Turquie. De même, le partage des compétences entre Union européenne et Union méditerranéenne

⁴ Cf. les prises de position du groupe Marly.

n'avait pas été pensé. Une autre contradiction ressortait du décalage entre l'idéalisme du discours et la modestie ou le cynisme des propositions concrètes : la rhétorique méditerranéenne était mise au service des objectifs sécuritaires. Le projet d' l'Union méditerranéenne sollicitait le modèle européen, mais en oubliant sa dimension humaine : il n'a jamais été question de faire de la Méditerranée, comme l'Europe, un espace humain commun. Au contraire, le Pacte migratoire adopté sous la présidence française au 2^e semestre 2008 se montrera très restrictif.

On a enfin reproché à la rhétorique méditerranéenne d'avoir couvert une dérive atlantiste de la politique française, qui bradait en Méditerranée l'héritage gaullien au profit d'un statut illusoire d'allié privilégié des Etats-Unis⁵. Dès les premiers mois de la présidence Sarkozy, plusieurs prises de position ont témoigné de ce virage. Ainsi, la dénonciation récurrente du risque nucléaire iranien s'est écartée de la position traditionnelle de la France en faveur d'une « dénucléarisation » globale du Moyen-Orient : aucune référence n'a été faite à la possession de cette arme par Israël, le soutien réaffirmé à la sécurité de ce pays étant à peine tempéré par une déploration de la colonisation des territoires palestiniens. Par la suite, la diplomatie française a pris quelque distance par rapport à la politique extérieure de Georges Bush, et elle a su jouer sur la présidence française de l'Union européenne puis sur celle du G 8 et Du G 20, pour redonner de la visibilité et du lustre à l'action extérieure de la France. Mais l'occidentalisme restera une marque de la présidence de Sarkozy.

Le gel des relations euro-méditerranéennes au défi du « printemps arabe »

L'impossibilité de mettre en place l'UPM, dont on ne sait si elle se superpose ou se substitue au Processus de Barcelone, a entraîné en 2009 et 2010 une paralysie générale des relations euro-méditerranéennes. Ni l'ancien dispositif du partenariat, ni le nouveau système de l'UPM ne fonctionnaient vraiment. A tour de rôle, chacune des présidences européennes s'est heurtée à l'impossibilité de réunir une conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires étrangères. Beaucoup d'espoirs avaient été mis au premier semestre 2010 sur la présidence espagnole, puis sur la présidence belge pour débloquer la situation. Mais seules quelques réunions techniques ont pu avoir lieu. On a quand même réussi à ouvrir le secrétariat de l'UPM à Barcelone et à nommer un secrétaire général jordanien (qui ne correspondait guère aux vœux français et qui démissionnera en janvier 2011 en prenant acte de son impuissance). Cette paralysie des relations euro-méditerranéennes a été d'autant plus remarquable qu'elle contrastait avec la main tendue aux pays et peuples musulmans par le président Obama dans son discours du 4 juin 2009 à l'Université du Caire. Malheureusement, cette esquisse de nouvelle politique américaine fera elle aussi long feu.

Même à Paris, l'activisme méditerranéen s'est alors relâché, comme le montre la très faible place accordée au sujet par le président de la République dans ses discours aux Ambassadeurs de France du 26 août 2009 et du 25 août 2010 : à chaque fois, il promettait seulement la tenue prochaine d'un Sommet de l'Union pour la Méditerranée. Ces sommets n'eurent pas lieu, pas plus que celui que la présidence espagnole de l'Europe avait prévu d'organiser en juin 2010 à Barcelone. Toutefois, a été mise en place à l'Elysée en novembre 2008 une Mission interministérielle pour la Méditerranée, dirigée par H. Guaino, avec quelques responsables sectoriels. Pour le reste, la politique méditerranéenne de la France s'est réduit pendant cette époque à l'entretien de relations bilatérales. Comme tous ses partenaires européens, la France de Sarkozy sera prise au dépourvu par le « printemps arabe ».

Les révoltes et les espoirs qui ont soulevé les sociétés arabes depuis décembre 2010 ont rendu encore plus sensible la crise des relations euro-méditerranéennes. Deux ans après le gel de l'Union pour la Méditerranée, le « printemps arabe » semble avoir porté le coup de grâce au partenariat. Celui-ci n'a pas su apporter l'aide de l'Europe aux transformations en cours chez nos voisins. Les institutions euro-méditerranéennes sont devenues tellement transparentes que les

⁵ Hubert Védrine avait mis en garde contre cette dérive dans son *Rapport pour le président de la République sur la France et la mondialisation*, 4 septembre 2007, 63 p.

démissions successives des secrétaires généraux de l'UPM en janvier et en décembre 2011 sont passées inaperçues. Seuls quelques responsables français osent encore affirmer, contre l'évidence, que l'UPM est la bonne réponse au défi que pose aux Européens le bouillonnement des sociétés du sud. Sarkozy n'y manquera pas à nouveau dans son discours du 31 août 2011 aux Ambassadeurs. Mais, en pratique, il a opté pour une démarche plus nationale qu'européenne.

La Commission européenne s'est efforcée à plus de cohérence. Dans un texte publié le 8 mars 2011 pour préparer le Sommet européen extraordinaire du 11 mars sur la Libye, elle a reconnu que « la transformation radicale du paysage politique dans la région » exige un « saut qualitatif » dans les relations avec nos voisins du sud. Elle a appelé à fonder sur l'attachement aux valeurs communes une nouvelle stratégie européenne, baptisée « partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée » et dont les objectifs prioritaires seraient d'appuyer les réformes démocratiques et de renforcer la coopération avec les populations, y compris par un accroissement de la mobilité des personnes. Mais les propositions concrètes sont modestes.

La nécessité de changer de stratégie s'impose d'autant plus que les révoltes ont privé l'Europe de ses interlocuteurs habituels. Il faut renouer progressivement avec les nouveaux responsables, retrouver avec eux une communauté de langage et d'objectifs. Il faut aussi finaliser – ce n'est pas encore le cas – les promesses d'aide faites en juin 2011 à la Tunisie et à l'Égypte par le G 8, à l'initiative de N. Sarkozy.

Par ailleurs, la façon dont les Etats s'approprient les analyses et recommandations de la Commission laisse perplexe sur l'audience d'un message européen politiquement « bien-pensant ». Jamais les discours populistes contre l'immigration ou contre l'Islam n'ont été aussi forts dans la plupart des pays européens, au point d'accorder plus d'importance à la menace – très relative – d'un déferlement migratoire sur l'Europe qu'à la nécessité de penser l'avenir de la région en prenant en compte des changements survenant au sud.

En ce qui concerne la France, la politique qu'elle mène depuis un an en Méditerranée en réponse au « printemps arabe » se révèle difficile à suivre. Elle a très mal débuté avec la Tunisie, qui était pourtant le pays avec lequel la connivence politique et culturelle était la plus naturelle et la plus propre à favoriser la compréhension des nouvelles attentes des populations. C'est en français que celles-ci avaient choisi de dire « Dégage » à leurs dirigeants, dont personne en France n'ignorait la corruption et les dérives sécuritaires. Mais les responsables français n'ont pas été à la hauteur des enjeux. L'attitude de la ministre des Affaires étrangères a été scandaleuse sur le plan politique (offrir au régime contesté le « savoir-faire policier » de la France) et personnel (régler à l'occasion de sa visite à Tunis en décembre 2010 un problème d'investissement familial). Les compromissions multiples avec l'ancien régime tunisien restent, malgré la francophilie des Tunisiens et la démission de la ministre, un facteur qui nuit au rapprochement entre les deux pays.

Avec l'Égypte, le ratage a été moins spectaculaire : il a surtout pris la forme de l'attentisme, face au désarroi que représentait pour les responsables français la mise à l'écart du président Moubarak, qui avait été, en tant que co-président de l'UPM, un des principaux soutiens aux projets méditerranéens de Sarkozy.

Celui-ci a cru compenser la faiblesse de sa diplomatie en Tunisie et en Égypte par une forte reprise d'initiative en Libye⁶. Conseillé par le philosophe Bernard-Henri-Lévy, il décide avant tout le monde de recevoir et de reconnaître les opposants à Kadhafi. Après avoir demandé en vain le soutien de l'Europe, il obtient celui de la Ligue arabe puis une résolution du Conseil de sécurité (négociée par A. Juppé) visant à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Libye, pour « protéger les populations civiles » menacées par les forces fidèles à Kadhafi. L'intervention, lancée in extremis avant la chute de Benghazi, durera de mars à octobre 2011. Passée sous la tutelle de l'OTAN, elle se terminera par la mort du colonel Kadhafi. Quoiqu'on pense de celui-ci, on peut s'étonner que la France ait participé à son extermination trois ans après l'avoir reçu en grande pompe à Paris. Peu après, Sarkozy est accueilli à Tripoli.

⁶ Cf. ce commentaire de N. Sarkozy, cité par Le Monde :

Si l'intervention en Libye apparaît comme un succès méditerranéen de la France, le plus visible du quinquennat, elle a aussi ses revers. En raison d'un dépassement – frisant l'ingérence - des missions fixées par le Conseil de sécurité, elle a suscité la réserve ou la méfiance de nombreux pays : la Russie et la Chine, mais aussi plusieurs pays arabes comme l'Algérie. Par ailleurs, il n'est pas certain qu'elle entraîne toutes les retombées économiques espérées par la France ; des contrats pour la reconstruction du pays ont été obtenus par des pays qui avaient refusé de s'impliquer dans l'opération militaire. Enfin, concernant la conduite de la politique extérieure française, elle a mis en lumière certains tiraillements entre N. Sarkozy et ses conseillers plus ou moins occultes, et le nouveau ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, qui n'avait accepté cette fonction que sous réserve d'être associé pleinement à la conduite de la politique étrangère. Il avait même fixé de nouvelles lignes à la diplomatie française, en l'invitant à « changer son regard sur le monde arabe » et à délaissier la complicité avec des gouvernants corrompus et autoritaires au profit d'un dialogue accru avec la société civile, sans exclure les « courants islamiques »⁷.

C'est dans cet esprit que le ministère des Affaires étrangères suivra le dossier syrien, en apportant le soutien diplomatique de la France aux revendications des opposants au régime de Bachir Al Assad. Il aidera aussi à l'admission de la Palestine à l'UNESCO comme membre à part entière de cette organisation, peut-être pour apporter un contrepoint symbolique à la politique globalement pro-israélienne de Sarkozy. Mais il ne parviendra pas à limiter les malentendus avec la Turquie à l'occasion de l'adoption (encouragée par l'Elysée) de la loi punissant la négation des génocides en janvier 2012. Il regrettera seulement l'inopportunité de cette loi, et les polémiques peu diplomatiques qu'elle a suscitées en France comme en Turquie. A travers ces polémiques, revient la difficulté pour la France, comme au début du quinquennat, d'établir un rapport serein avec la Turquie. Celle-ci est pourtant une puissance régionale montante avec laquelle la France, autre puissance régionale, gagnerait grandement à collaborer, comme dans le passé. Mais c'est la concurrence qui semble l'emporter, la France de Sarkozy ne cachant pas sa méfiance à l'égard de l'Islam et sa peur d'être envahie par les migrants, au moment où la Turquie fait de son modèle politique d'Islam modéré un produit d'exportation pour les sociétés arabes libérées de la dictature. Le rapport d'influences entre les deux puissances est bien sensible en Tunisie et tourne à l'avantage de la Turquie.

*

L'examen rapide des méandres de la politique méditerranéenne de Sarkozy débouche sur un **bilan** globalement décevant, en raison, pour une grande part, des modes opératoires de cette politique, communs aux deux séquences que nous avons observées.

1) Le président Sarkozy ne paraît pas avoir une vision personnelle des relations transméditerranéennes ; il s'appuie sur les analyses et avis de conseillers officiels ou informels qui se voient octroyer une place visible et médiatique dans la façon de penser et d'exposer publiquement la question des relations méditerranéennes. En outre, son expérience du monde arabe est réduite, même s'il a établi des liens personnels forts avec l'émir du Qatar, devenu aujourd'hui le principal allié de sa politique arabe.

2) Néanmoins, il a une vision autoritaire de sa fonction et considère que les relations internationales sont un domaine réservé de l'Elysée, sur le modèle gaullien. Plus que sous n'importe quelle présidence précédente, et sans s'appuyer comme De Gaulle sur de puissants relais au Ministère des Affaires étrangères, le dispositif de prise de décision et de fabrication de la politique étrangère est centré à l'Elysée (secrétaire général, conseiller diplomatique, conseiller spécial), autour du président de la République. Ceci devrait assurer de la cohésion, mais tend à renvoyer vers le président la

⁷ Cf. *Le Monde* du 19 avril 2011.

responsabilité des erreurs et des variations de sa politique. Sarkozy fait figure d'autoritariste incertain.

3) La centralisation à l'Élysée de la politique internationale en général et de la politique méditerranéenne en particulier s'est faite au détriment du Ministère des Affaires étrangères, dont le rôle a été annihilé pendant quatre ans (sous Kouchner et Alliot-Marie), jusqu'au retour dans cette fonction d'Alain Juppé au début de l'année 2011. Mais celui-ci peine à conquérir son espace

4) Sarkozy aime se saisir des opportunités tactiques pour valoriser sa politique et surtout son image internationale dont dépendent en partie l'image qu'il cultive auprès de l'opinion française et sa capacité à conserver le pouvoir. Il réagit à chaud, de façon impulsive, affectionne les « coups » (comme en Libye) et les coups de menton. Mais l'activisme diplomatique confine parfois à l'agitation gratuite. Et la diplomatie-spectacle a des effets pervers : elle accentue les malentendus entre les États et ne sait pas user des ressources et usages diplomatiques pour réduire les tensions et différends.

5) Un aspect préoccupant de la nouvelle politique française dans la région méditerranéenne est l'excessive retombée à l'international des enjeux et des effets de la politique interne. Les discours populistes contre les immigrés et l'islam, à des fins électorales, finissent par induire un tournant idéologique dans la politique méditerranéenne de la France. La référence de Sarkozy à la « confrontation entre l'Islam et l'Occident », « défi majeur » des relations internationales actuelles, est nouvelle dans le discours des présidents français. Ceux-ci avaient toujours pris soin de surplomber les conflits méditerranéens sans tomber dans l'ornière culturaliste. Ils cherchaient à conserver à la France une voix alternative sur ces conflits, appréciée par les partenaires et les opinions du sud. A la différence de 2003, la nouvelle politique française en Méditerranée risque d'accentuer les réactions anti-occidentalistes dans les opinions des pays arabes qui se sont récemment révoltés.

Devant les avatars de la politique méditerranéenne de Sarkozy, la tentation est grande d'en souligner l'improvisation, l'activisme, les excès médiatiques, l'exhibitionnisme de son principal acteur. Mais tous ces défauts ne font que grossir et caricaturer les défaillances de la politique méditerranéenne de l'Europe : impossibilité de penser à long terme et avec réalisme, avec lucidité et générosité le rapport au sud. Par ailleurs, le manque de courage de l'Europe face au conflit du Moyen-Orient se retourne contre elle et se révèle un facteur paralysant des relations euro-méditerranéennes.

Une autre leçon à tirer au niveau européen est que les déboires de la politique méditerranéenne de la France illustrent les impasses d'une politique méditerranéenne nationale dans le cadre européen. Mais, à l'inverse, comment articuler les politiques nationales dans une synergie positive ? Comment mettre au service de l'intérêt commun les diverses ressources et pratiques méditerranéennes des États et autres acteurs composant l'Union européenne ? Comment articuler la diversité des relations méditerranéennes particulières entre acteurs du nord et du sud avec une politique commune ? Ce défi posé à la gouvernance européenne n'a pas reçu de réponse jusqu'à présent.